

riels, la crise du chômage qui sévit au Canada et qui empire de mois en mois cet hiver, est inutile sur le plan économique, moralement indéfendable et socialement désastreuse. J'accuse le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Benson) de créer délibérément et inutilement la misère pour des milliers de Canadiens. Je les accuse d'avoir adopté des politiques cruelles et impitoyables, qui sacrifient le bien-être des Canadiens sur l'autel de théories économiques périmées et intempêtes dans une société moderne et industrialisée.

J'accuse le gouvernement actuel d'imposer un fardeau insoutenable aux municipalités du Canada, qui sont aux abois et doivent actuellement faire face à des frais d'assistance publique qui dépassent leurs moyens. J'accuse le gouvernement actuel de traiter à la légère les jeunes gens de notre pays, dont un trop grand nombre souffrent de la frustration et de l'humiliation de l'oisiveté et du désespoir. Bref, je l'accuse de créer des conditions qui ne peuvent que faire obstacle à un progrès ordonné et invitent à l'agitation, au désordre et à la révolte contre notre société. Le plus déplaisant est la suffisance et la satisfaction insoutenables témoignées par le gouvernement en face de cette situation critique, suffisance et satisfaction dont seuls sont capables des personnages arrogants devant une telle situation.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: La satisfaction qu'éprouve le ministre des Finances lui fait dire qu'il est possible que nous éprouvions quelques difficultés actuellement mais qu'il ne s'agit pas d'une crise. D'après lui, tout va de mieux en mieux. Dans ce cas, qu'il le dise aux chômeurs. Qu'il ait le courage de le dire à nos jeunes qui ont perdu tout espoir, et aux hommes et femmes chômeurs de plus de 40 ans et qui, dans les meilleures conjonctures, ont bien du mal à trouver un emploi. Qu'il le dise aux enfants des chômeurs qui ont passé de si tristes congés de Noël. Qu'il le dise aux centaines de milliers de familles canadiennes victimes des politiques que vous avez appliquées si stupidement et si cruellement.

Pour le ministre des Finances et ses amis, il n'y a pas de crise. Il n'y a pas non plus de crise pour les députés. Il sévit pourtant une crise épouvantable pour des centaines de milliers de familles et de célibataires, hommes et femmes, dans tout le pays. Monsieur l'Orateur, cette situation est impardonnable dans un pays comme le Canada. Nous avons des riches dont les fortunes sont sans limite. Nos concitoyens sont industriels, loyaux et fiers. Nous avons la possibilité de satisfaire les besoins légitimes de toutes les couches sociales de ce pays. Au lieu de lutter pour supprimer la pauvreté, le gouvernement s'attache délibérément à l'accroître. Il y réussit. Au lieu de s'efforcer de mettre fin aux injustices et aux inégalités flagrantes de notre société, il adopte volontairement des politiques visant à les augmenter. Il y réussit.

• (3.30 p.m.)

On a fait beaucoup de bruit autour de la création du ministère de l'Expansion économique régionale. Ces politiques n'apporteront rien au Canada. Il est même impos-

[M. Lewis.]

sible de les mettre en application à cause de la situation économique générale provoquée par le ministre des Finances et le gouvernement. Le gouvernement actuel, dirigé par un technocrate impitoyable, est le gouvernement le plus réactionnaire et le plus impitoyable que nous ayons eu depuis longtemps. J'ai l'impression que le chômage au Canada est bien pire que ce qu'indiquent les chiffres, qui sont pourtant assez inquiétants. Je me permets de vous les rappeler. En décembre 1970, il y avait au Canada 155,000 chômeurs de plus qu'un an plus tôt, c'est-à-dire en décembre 1969, soit une augmentation de 40 p. 100 en une seule année. En décembre 1970, il y avait en chômage 62,000 personnes de plus que le mois précédent, soit une augmentation d'environ 14 p. 100 en un seul mois. Mais, à mon avis, ces chiffres ne décrivent pas fidèlement la situation. Le nombre des chômeurs au Canada en décembre n'était pas seulement de 538,000; quand on lit le communiqué du Bureau fédéral de la statistique, on constate que l'effectif ouvrier canadien lui-même a été réduit de 71,000 entre novembre et décembre de l'an dernier et le Bureau fait remarquer que cette baisse excède le fléchissement saisonnier habituel. Ce sont là des termes techniques pour dire que des milliers de Canadiens, jeunes et vieux, hommes et femmes, ont quitté l'effectif de la main-d'œuvre dans un geste de désespoir et n'en font plus partie. Selon toute vraisemblance, le mois dernier il y avait 600,000 chômeurs plutôt que 538,000.

Il est certain qu'un mois plus tard, le nombre de chômeurs aura atteint 600,000 et que leur nombre véritable est d'environ 650,000, au moment où nous débattons la question. Il est certain que dans un mois ou deux, le nombre de chômeurs au pays sera de 700,000 à 800,000. Le ministre a dit l'autre jour que ces prévisions sont fausses. Je lui dis qu'avant la fin de l'hiver, il sera obligé de convenir que non seulement ses politiques sont mauvaises mais que sa compréhension de la situation est limitée, qu'elle manque d'imagination et de hardiesse.

Non seulement le chômage est le pire que le pays ait connu depuis dix ans, il est pire que pendant les pires années de la crise économique. Face à cette situation, il y a lieu de réexaminer les chiffres afin de les considérer sous un autre angle. Nous avons toujours souligné cet aspect du problème, mais il est nécessaire d'y revenir. Il est triste de noter que le nombre et le pourcentage des chômeurs se composent des plus jeunes éléments de l'effectif ouvrier. Au moins 19.7 p. 100 du total des chômeurs ont entre 14 et 19 ans. Un sur cinq a moins de 19 ans. Environ 21 p. 100 des chômeurs ont de 20 à 24 ans. En faisant la somme de ces chiffres, on voit que 40.5 p. 100 de tous les chômeurs ont moins de 25 ans.

Qu'est-ce qui en découle pour la société, pour les conditions sociales dans un pays où les jeunes gens qui quittent l'école ou le collège pour se fixer dans la vie, peut-être pour élever une famille, sont justement ceux qui chôment, ceux qui connaissent le désespoir et la frustration de ne pouvoir trouver un travail utile? A quel danger est exposé l'ordre social, vu que de telles conditions favorisent la révolte de la jeunesse non seulement contre leur situation désespérée mais aussi contre la société tout entière qui a créé cette conjoncture? Le